Une autre France est possible

EDOUARD TETREAU (HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/?ID=21810) / Associé-gérant de Mediafin | Le 04/12 à 08:10 | Mis à jour le 05/12 à 09:29

Les manifestants, samedi, sur la place de l'Etoile, à Paris. - *Yann Bohac/Zuma/REA*

CHRONIQUE. Ce n'est pas en proposant des solutions technocratiques pour accommoder le système actuel que nous sortirons de l'impasse. Au contraire, notre modèle doit être repensé dans toutes ses dimensions.

La crise que traverse la France, et avec elle la plupart des pays développés, est une crise aussi grave que porteuse d'espoirs et de réinvention. Chacun sent bien, étant donné le déploiement de violence verbale et physique dans le pays, que le sujet dépasse de très loin **une taxe carbone (https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0600228642167-taxe-carbone-la-boite-de-pandore-2225212.php)** inadaptée, pour laquelle Edouard Philippe vient enfin d'annoncer un moratoire.

Inadaptée, cette taxe l'était pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'elle repose sur une contre-vérité : l'idée qu'en taxant davantage les quelque 40 millions d'automobilistes d'un pays représentant moins de 1 % de la population mondiale, la France va contribuer à lutter contre le réchauffement climatique. Les derniers **feux de forêt en Californie (https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/0600216408122-camp-fire-lincendie-le-plus-meurtrier-de-californie-maitrise-2224575.php)** représentent un an d'émission de CO2 de la France.

Cette taxe était aussi inadaptée, car profondément injuste socialement : elle aurait frappé les millions de Français, notamment les familles nombreuses, expulsées à des dizaines de kilomètres de nos villes, du fait de la cherté du logement dans les métropoles, et qui n'ont pas d'autre choix que de rouler des dizaines de kilomètres pour travailler, vivre ou survivre.

À LIRE AUSSI

« Gilets jaunes » : Une révolte de sortie de crise (Jean-Marc Vittori) (https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0600263971707-gilets-jaunes-une-revolte-de-sortie-de-crise-2226724.php)

Lorsque l'exécutif français aura annulé cette erreur en même temps qu'il restaurera un ordre public qu'il a laissé gravement dériver ces dernières semaines, il sera temps de se concentrer sur la crise de long terme qui s'exprime aujourd'hui en France. Elle est d'abord une crise de sens : pour quoi travaillons-nous, au juste, si nous ne pouvons pas boucler nos fins de mois, ou préparer un avenir pour nos enfants, alors que 48 % de la richesse que nous produisons est capturée par un Etat auquel il est décidément difficile de demander des comptes ? Pour quoi continuons-nous d'être ensemble sur ce morceau de territoire à l'ouest de l'Europe ? Sommes-nous encore une nation française avec un passé, un présent et un destin communs ? Ou sommes-nous déjà des morceaux de communautés hétéroclites, ethniques, religieuses et sociales, corsetés par un si peu démocratique « machin » - pour reprendre les termes du général de Gaulle sur l'ONU - qui s'appelle l'Union européenne ?

Sortir des faux-semblants

Ce n'est pas en proposant des solutions technocratiques pour accommoder le modèle actuel que nous sortirons de l'impasse, mais bien en ayant le courage de le repenser dans toutes ses dimensions. Même le lecteur CSP +++ qui lit ce journal sait très bien, au fond de lui, que le

capitalisme financiarisé à l'excès de 2018 n'est pas soutenable à terme. Le prochain krach financier lié au surendettement mondial, l'éviction de l'emploi de pans entiers de la population par les nouvelles technologies, le creusement des inégalités mondiales et dans chaque pays en sont les symptômes.

Il faut repenser ce système, dépourvu d'adversaire - et donc de défi - depuis la chute du communisme en 1989, de même qu'il faut sortir des faux-semblants européens qui produisent de beaux discours, mais ne sont suivis d'aucune réalité. **L'armée européenne (https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/0600143757675-quelle-armee-pour-leurope-2221778.php)** ne verra jamais le jour, car personne n'en veut. Le couple franco-allemand ? L'inertie de Mme Merkel, ses décisions folles et unilatérales sur le nucléaire et les migrants ont eu raison de cette belle dynamique. Malgré toute l'implication du germanophone ministre français des Finances, les manoeuvres dilatoires du gouvernement Merkel pour éviter l'adoption rapide par l'Union européenne de la si nécessaire et urgente **taxe numérique sur les Gafa (https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/le-projet-de-taxation-des-gafa-par-l-ue-toujours-a-la-peine-1809706.php)** (qui couvrirait largement le manque à gagner de la taxe carbone) sont le dernier exemple de cette inertie, contraire aux intérêts communs européens.

À LIRE AUSSI

Plutôt que de combattre le réchauffement climatique, anticipons-le en termes d'aménagement du territoire, de nos côtes maritimes à nos vignes ; de sources d'énergie nouvelles - faut-il vraiment défigurer nos paysages, qui sont le visage de la France en même temps qu'une source essentielle de revenus touristiques, avec des éoliennes peu productives ? Quid de la biomasse ? Du solaire ?

Souveraineté et prospérité

Puisque plus personne ne respecte les équilibres européens, à commencer **par l'Allemagne et les dangereux excédents de sa balance commerciale (https://www.lesechos.fr/24/08/2018/lesechos.fr/0302157507660_l-allemagne-enregistre-un-excedent-budgetaire-record.htm)** , préparons une politique de grandes infrastructures visant à raffermir notre souveraineté et à pérenniser nos sources de richesse nationale pour les prochaines décennies. Si la France effondrée de 1944, celle issue de la collaboration et de

la défaite, s'est dotée, grâce à son génie industriel, toujours là, et au général de Gaulle, de l'arme nucléaire dix ans après, au nom de quoi la France de 2018 ne pourrait pas, en quelques années, reconstruire ses sources de souveraineté et de prospérité - à savoir le numérique ; les industries « vertes » ; la santé dans laquelle nous avions un leadership mondial et que nous laissons à l'abandon ; et bien sûr, nos outils de défense militaire et de sécurité civile, dont nous redécouvrons le caractère prioritaire depuis les récents événements en France et la multiplication des agendas bellicistes autour de nous.

Donner du sens, de la perspective, et changer la méthode de gouvernement : la France ne peut plus être dirigée, à l'ère des réseaux numériques, de haut en bas, par un jacobinisme parisien aussi inefficace et illégitime que l'est le centralisme bruxellois. Le moment est venu, au contraire, de renouer avec l'intuition de départ d'En Marche, en donnant aux collectivités locales, mairies, départements et régions, le pouvoir de mettre en place des initiatives locales en vue de les tester, les évaluer, et éventuellement les étendre nationalement.

« Les hommes sont comme les pommes : quand on les entasse, ils pourrissent », a écrit Mirabeau. C'est en appliquant le principe de subsidiarité locale, en mettant en place une écologie humaine et incitative, et en se donnant un objectif prioritaire de reconquête de nos souverainetés que l'exécutif français pourra enfin redonner une perspective et du sens à une nation française qui étouffe.

Edouard Tétreau *est associé gérant de Mediafin*

Edouard Tétreau

Associé gérant de Mediafin